



L'Ejercito Del Pueblo Paraguayo : les enjeux de la guérilla armée au Paraguay



©https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_du_peuple_paraguayen

Anaïs FAURE
Association Werra
Avril 2021



Après deux années de classe préparatoire (Hypokhâgne - Khâgne) **Anaïs Fauré** s'est ensuite orientée vers une licence 3 et un master en relations internationales au sein de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine. Passionnée de géopolitique et spécialiste de l'Amérique latine, elle choisit d'effectuer mon stage de fin d'études au sein de la mission de Défense française à Buenos Aires. Anaïs Fauré rédige son mémoire de fin d'études sur l'influence de l'attentat contre l'ambassade d'Israël en Argentine en 1992 sur les relations bilatérales irano-argentines et souhaite se spécialiser dans l'analyse en stratégie internationale.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Avril 2021



INTRODUCTION

Enclavé entre la Bolivie, le Brésil et l'Argentine, le Paraguay est un des seuls pays d'Amérique latine ne disposant d'aucun accès à la mer.

La dictature du général Alfredo STROESSNER a considérablement marqué l'histoire du pays. Aujourd'hui, malgré le retour à la démocratie depuis les années 1990, le pays affiche une instabilité politique marquée par des problèmes structurels communs à plusieurs pays latino-américains.

Au nord du pays, la population présente un taux de pauvreté considérable, alors même que la corruption et le narcotrafic contribuent de manière inévitable à la fragilisation du pays. Ce dernier étant considéré comme une "plaque tournante" du trafic de drogue à destination de l'Europe, la Triple frontière Argentine - Paraguay- Brésil est la zone de transit majeure pour les trafics illicites en tout genre.

Les tensions sociales, la chute de la dictature et l'instabilité politique ont favorisé la naissance d'un mouvement de guérilla¹, considéré par le gouvernement comme une organisation terroriste : *l'Ejercito del Pueblo Paraguayo* (EPP). Revendiquant une lutte armée contre le modèle politique paraguayen reposant essentiellement sur de grandes exploitations agricoles aux mains de grands propriétaires terriens, les membres guérilleros de l'EPP affirment lutter pour une meilleure répartition des richesses sociales et agricoles, tout en prônant une éradication de la fumigation, de la déforestation et des modèles de monoculture.

Cependant, le mouvement a atteint des niveaux de violence extrême, défiant constamment les forces de sécurité de l'État, entraînant une militarisation progressive des départements au Nord du pays.

Grâce à une approche thématique, cet article tente de modéliser les principaux enjeux de la guérilla paraguayenne, en revenant sur sa stratégie de développement et sa logique d'action, marquée par la relative impuissance du gouvernement à lutter contre cette organisation.

¹ Selon Gérard Chalian, "la guérilla consiste, pour des éléments irréguliers, à affaiblir, voire à tenir en échec une armée régulière." Dans le cadre de l'EPP, elle représente également un "combat mené par des groupes clandestins et caractérisé par des actions ponctuelles en vue de déstabiliser un régime".

Aux origines de l'EPP

D'orientation marxiste-léniniste² et influencé par la théologie de la libération³, l'EPP, officiellement créé le 1er mars 2008, trouve ses racines dans les années 1990. Agissant principalement dans les départements au Nord du pays, le mouvement paraguayen utilise des méthodes similaires aux guérillas latino-américaines des années 1990 pour faire entendre ses revendications politico-sociales.

Peu de temps après la chute de la dictature du général STROESSNER, Juan ARROM (jeune universitaire connu pour être un fervent opposant à la dictature), développait un mouvement politique d'extrême gauche, « *Patria Libre* », lequel entendait lutter pour l'égalité, en faveur des plus démunis, accusant les dirigeants politiques « d'oligarques ». Cependant, si

le mouvement comptait sur le seul soutien populaire pour accéder au pouvoir, sa défaite aux élections de 1993 a révélé les faiblesses de l'organisation. Parallèlement au bras politique dirigé par Juan ARROM, les membres de l'EPP décidaient de développer un « bras armé » - ancêtre de l'actuel EPP - convaincus qu'il s'agissait de l'unique voie pour convaincre la population de l'idée selon laquelle la révolution demeurerait la seule alternative du peuple pour faire entendre sa voix et renforcer le modèle politique en place. En 2003, après avoir fait l'objet d'un mandat d'arrêt par les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) paraguayennes, J.ARROM, leader politique du mouvement a fui vers le Brésil où il a été accueilli en tant que réfugié politique, alors que A.OVIEDO demeurait en fuite. L'exil de Juan ARROM et la perte des leaders principaux de la guérilla ont entraîné une réorganisation totale du parti, notamment du bras armé, qui s'est alors



² Le marxisme-léninisme considère le parti politique comme un élément majeur de la lutte des classes : en considérant que les ouvriers ne s'intéressent pas naturellement à la lutte des classes, le marxisme-léninisme considère qu'il appartient au Parti politique de susciter l'intérêt pour la lutte des classes au sein de cette catégorie de la population.

³ La théologie de la libération est issue d'un mouvement de théologie chrétienne ayant pris racine en Amérique latine. Elle considère qu'il est indispensable de rendre dignité aux "pauvres et aux exclus" en les libérant de conditions de vie intolérables.



vu attribuer un nouveau dirigeant : Osmar MARTINEZ qui prônait et favorisait la lutte armée au détriment des négociations pacifiques et politiques avec le gouvernement. L’incarcération des deux leaders du bras armé, Carmen VILLALBA et son époux, A.OVIEDO n’a pas affaibli la lutte révolutionnaire.

Cette réorganisation structurelle et politique a été marquée par des actions de plus en plus violentes, (incendies de propriétés agricoles...) aboutissant à la naissance officielle du mouvement de guérilla actuellement connu comme l’EPP.

La dénomination et la reconnaissance du mouvement comme un groupe paramilitaire, de guérilla a très fortement contribué au renforcement de la lutte armée et à la redéfinition des cibles visées par leurs opérations. En effet, si auparavant l’EPP frappait majoritairement en enlevant ou violentant des individus, il s’est orienté vers le développement d’attaques à l’encontre des institutions incarnant l’État. Seulement deux semaines après sa naissance, le 16 mars 2008, ses membres incendiaient et attaquaient le régiment militaire de Tacuati, dérochant la majorité des munitions et des armes qui y étaient stationnées. Trop faiblement protégé, le régiment était une des cibles prioritaires des guérilleros. En 2009, ils tentèrent un attentat au sein du Palais de justice de la capitale, Asunción, lequel a cependant été déjoué in-extremis.

D’un bras armé pour un parti politique, le mouvement est devenu une véritable organisation armée, structurée, et entraînée, nécessitant une réévaluation de la menace de la guérilla par les autorités militaires et sécuritaires paraguayennes.

Industrie de la séquestration , extorsion et narcotraffic : quelles sources de financement pour quels objectifs ?

Comme la plupart des guérillas influentes en Amérique latine, le mode d’action principal réside dans « l’industrie de la séquestration », un processus visant à multiplier les enlèvements et les demandes de rançons pour répondre à deux objectifs principaux. D’une part, l’argent accumulé des rançons permet un enrichissement considérable favorable au développement de la guérilla et à l’achat de matériel de guerre. D’autre part, la séquestration est utilisée comme un moyen de pression sur la classe dirigeante paraguayenne, symbole du pouvoir politique contesté par la guérilla.

En 2001, le bras armé de *Patria Libre* procède à son premier enlèvement, celui de Maria Edith DE BERNARDINI (belle-fille de Enzo DEBERNARDINI, ancien membre de la dictature du général STROESSNER). Détenu pendant 64 jours, elle a finalement été relâchée suite au paiement d’une rançon dont la somme exacte demeure inconnue. Si cette opération montre les



ambitions des partisans et des membres de l'EPP, elle a également été un élément déclencheur de la remise en cause progressive de l'Etat et du gouvernement paraguayen. En effet, le chef de la police en charge de l'enquête affirmait qu'il s'agissait de dissoudre un mouvement de gauche qui "recherchait la déstabilisation du gouvernement". Marquée par la dictature et la persécution subie par les mouvements politiques de gauche durant cette dernière, la société civile a très mal reçu cette allocution, accusant le gouvernement paraguayen de reproduire la criminalisation des mouvements politiques d'opposition.

En 2004, suite à la réorganisation du bras armé du mouvement politique, Osmar MARTINEZ a conduit l'enlèvement de Cecilia CUBAS, fille de l'ex-président Raúl CUBAS GRAU. Malgré le paiement des multiples rançons par la famille, le corps de la victime a été retrouvé en 2005, conduisant à l'incarcération de plusieurs membres de *Patria Libre* ainsi que de plusieurs officiers de police.

Si l'industrie de la séquestration est une source majeure du financement de la guérilla⁴, cette dernière pratique également l'extorsion des paysans et des propriétaires terriens de sa zone d'influence à travers ce qu'elle considère comme un "impôt révolutionnaire".

Enfin, à l'image des autres guérillas latino-américaines, l'EPP est accusé de se financer grâce au trafic de drogue qui sévit dans la région⁵. Le Paraguay étant considéré comme le pays principal de production de marijuana, le ministère de l'Intérieur et le Secrétariat National Anti-drogues accusent régulièrement la guérilla de se financer en extorquant les producteurs de marijuana mais également de cocaïne. En 2013, alors qu'1,8 millions de tonnes de cocaïne sont retrouvés à Puntosueño, dans le département de Concepción, les FSI y ont également retrouvé des uniformes et équipements appartenant aux membres de l'EPP, soupçonnés d'assurer la protection armée des narcotrafiquants. Aussi, les FSI soupçonnent un lien étroit entre la guérilla et le groupe criminel organisé brésilien Primeiro Grupo Catarinense (PGC), très actif au Paraguay.

⁴ Jeremy McDermott "Ejército del Pueblo Paraguayo, ¿un nuevo grupo insurgente o simples bandidos?", FES Seguridad, PERSPECTIVAS, 1/2015

⁵ ABC Color. "Sospechan que narcos proveen armas al EPP", 26 de agosto de 2013. <<http://www.abc.com.py/edicion-impresa/politica/sospechan-que-narcos-proveen-armas-al-epp-610765.html>>



Une régionalisation de la guérilla ?

Si les pratiques de séquestration et les liens avec les narcotrafiquants ne sont plus à prouver notamment pour les FARCS colombiens, il est difficile d'établir et d'affirmer un lien régional entre les différents mouvements.

Néanmoins, il est certain que l'organisation de l'EPP, tant au moment de son action en tant que bras armé de *Patria Libre*, que lors de la formation officielle du mouvement de guérilla à partir de 2008 a été largement influencée par les pratiques voisines. Les guérilleros paraguayens ont entretenu des relations très étroites avec l'organisation paramilitaire chilienne *Frente Patriótico Manuel Rodríguez*. Entre 1995 et 1996, Alcides OVIEDO et Carmen VILLALBA (couple, leader du bras armé, par la suite devenus les principaux leaders de l'EPP, cible principale des autorités militaires et sécuritaires paraguayennes) ont réalisé de multiples voyages au Chili afin de perfectionner leurs capacités d'entraînement et constituer une véritable armée de lutte paraguayenne, motivant les premières actions violentes.

Par ailleurs, le gouvernement paraguayen soupçonne l'existence d'un lien très étroit entre l'EPP et les FARCS colombiens. Ces derniers sont accusés d'avoir contribué à la planification de l'enlèvement de Cecilia CUBAS en 2004 et d'avoir fourni de multiples entraînements aux soldats de la guérilla paraguayenne. De son côté, Osmar MARTINEZ, emprisonné à la suite de cet enlèvement aurait entretenu des liens avec des groupes du crime organisé vénézuélien et Libyen⁶.

Cependant, ces accusations restent des suppositions, difficiles à prouver, tant les documents sur l'EPP restent presque inexistantes. De leur côté, les FARCS ont nié tout lien quelconque, en affirmant cependant soutenir les membres de l'EPP et féliciter leur lutte pour l'égalité sociale.

⁶Jeremy McDermott "Ejército del Pueblo Paraguayo, ¿un nuevo grupo insurgente o simples bandidos?", FES Seguridad, PERSPECTIVAS, 1/2015



Reconsidération de la menace interne : la militarisation de la lutte contre la guérilla dans le sillon de la politique sécuritaire des Etats-Unis

La modification de la loi de Défense Nationale et de Sécurité Intérieure pour la lutte contre l'EPP

Initialement considéré comme un groupe révolutionnaire, l'EPP est progressivement devenu une priorité de l'agenda sécuritaire paraguayen, notamment au regard des institutions visées par les attaques du groupe armé.

En 2008, l'élection du président Fernando LUGO a marqué la déroute du parti Colorado après 61 ans au pouvoir. L'arrivée d'un gouvernement considéré comme progressiste s'est accompagnée d'une progression de la militarisation de l'Etat, au nom de la lutte contre une nouvelle menace interne. Plusieurs opérations sécuritaires ont été lancées afin de maîtriser la guérilla (opération Jerovia et Triángulo en 2009, Sombra 2009-2010) suivies de la proclamation de l'Etat d'exception. Mis en place le 24 avril 2010 pour une durée de 30 jours (loi 3994) dans les départements de Concepción, Amambay, San Pedro, Presidente Hayes et Canindeyú, il visait à permettre aux forces opérationnelles de mener autant d'interventions que nécessaire au sein de ces départements. Levé le 24 mai 2010, ce dispositif n'a cependant permis l'arrestation d'aucun membre de la guérilla, et a entraîné la mise à prix de la tête du président Fernando LUGO par les membres de l'EPP⁷. Si en septembre 2010, la police parvenait à neutraliser deux membres à Huguia Ñandú, dans le département de Concepción, les guérilleros ripostaient l'année suivante en attaquant plusieurs policiers à Concepción, laissant un officier mort après avoir été touché par 16 impacts de balle.

L'accroissement de la violence et la multiplication des attaques à l'encontre des forces de sécurité ont conduit au développement d'une stratégie plus offensive à l'égard de l'EPP, présentée comme l'unique moyen de résoudre ce que le ministère de l'Intérieur considérait comme « une question d'intérêt national affectant la souveraineté nationale et la sécurité de tout le peuple paraguayen »⁸.

⁷ Cf Grupo armado ofrece 1.000 dólares por la entrega del presidente Lugo, <https://www.elspectador.com/noticias/el-mundo/grupo-armado-ofrece-1000-dolares-por-la-entrega-del-presidente-lugo/>

⁸ Tamara Lajtman Bereicoa, "Dinámicas securitarias y guerra preventiva en Paraguay. Aproximaciones a la Ley de Defensa Nacional y Seguridad Interna", Crítica y Resistencias. Revista de conflictos sociales latinoamericanos N° 5. Año 2017. ISSN: 2525-0841. P.139-158 <http://criticayresistencias.comunis.com.ar> Edita: Colectivo de Investigación El Llano en Llamas



La redéfinition constante de la menace a permis à l'administration du président Horacio CARTER de modifier la Loi de Défense Nationale et de Sécurité Intérieure au nom d'une guerre préventive afin d'affronter les "situations d'urgence face aux menaces qui requièrent la coordination de toutes les institutions armées de l'État". Le 22 août 2013, le Congrès a approuvé la modification de la loi 1337/99 par la loi 5036/13, en autorisant la mobilisation des forces armées paraguayennes pour des opérations relevant initialement des compétences des FSI. L'article 56⁹ de la loi autorise les forces armées à agir dans des opérations pour la défense nationale, notamment dans le cadre de la promulgation des Etats d'exception mais également en cas de "menace ou actions violentes contre les autorités légitimes de l'Etat, empêchant le libre exercice de leurs fonctions constitutionnelles et légales"¹⁰.

L'imprécision de la définition de la menace laisse donc aux forces armées la possibilité d'intervenir régulièrement, sans la nécessité préalable de l'Etat d'exception qui devient alors la règle considérant la suspension du droit comme la garantie même de sa propre continuité.

Cette modification légale a entraîné une militarisation des départements du nord du pays, considérés comme la zone d'influence principale de la guérilla. Le 24 août 2013, le décret n°103/13 crée la Force conjointe d'action, la *Fuerza de Tarea Conjunta* (FTC), spécialisée dans la lutte antiguérilla et composée à la fois de militaires, de policiers et d'agents du secrétariat national anti- drogue sous le commandement des forces armées paraguayennes.

En 2015, afin de perfectionner leur formation et permettre une lutte efficace, les membres de la FTC ont reçu plusieurs entraînements à la lutte antiguérilla de la part de soldats colombiens¹¹. Si cette force, dédiée exclusivement à la lutte contre l'EPP a permis une augmentation des moyens disponibles et un renforcement du nombre de patrouilles au nord du pays, l'EPP a maintenu ses actions ciblant militaires et FSI. Les années 2016 à 2018 ont été marquées par de violents et multiples affrontement entre guérilleros, militaires.

La réorientation de la stratégie d'action de la guérilla répond à une logique d'enrichissement économique : en effet, en affrontant des militaires, aux armes plus lourdes que les FSI, les guérilleros s'assurent un matériel de meilleure qualité, plus cher à la revente et parfois source de profits plus intéressants que les rançons obtenues pour les enlèvements individuels.

⁹ CONGRESO NACIONAL (2013) Proyecto de Ley que modifica los artículos 2°, 3° y 56 de la Ley N° 1337/99 de Defensa Nacional y Seguridad Interna, 22 de agosto

¹⁰ Tamara Lajtman Bereicoa, "Dinámicas securitarias y guerra preventiva en Paraguay. Aproximaciones a la Ley de Defensa Nacional y Seguridad Interna", Crítica y Resistencias. Revista de conflictos sociales latinoamericanos N° 5. Año 2017. ISSN: 2525-0841. P.139-158 <http://criticayresistencias.comunis.com.ar> Edita: Colectivo de Investigación El Llano en Llamas

¹¹ Cf Colombia entrena paraguayos para combatir al EPP, <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/colombia-entrena-paraguayos-para-combatir-al-epp/>



Une lutte interne au service de la politique sécuritaire des Etats-Unis ?

La représentation et la définition d'une menace interne a facilité la présence permanente d'agences nord-américaines au Paraguay. En effet, depuis les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont redéfini leur politique sécuritaire à l'égard de l'Amérique latine, marquée par des stratégies d'offensive proches de l'ingérence, visant à élargir la guerre contre la drogue entreprise dans les années 1990 à la guerre contre le terrorisme. À la triple frontière avec l'Argentine et le Brésil, le Paraguay a donc été considéré par le département d'Etat américain comme un territoire essentiel pour la lutte contre la drogue et le terrorisme. De fait, la modification de la Loi de Défense Nationale a facilité la présence des Etats-Unis au Paraguay en considérant l'EPP comme un « groupe menaçant de manière directe ou indirecte le pouvoir établi »¹². Les mises à jour récentes des politiques publiques de sécurité intérieures paraguayennes sur le combat contre l'EPP semblent en étroite harmonie avec la doctrine de sécurité américaine, laquelle considère « les zones aux niveaux de développement les plus bas » comme les « lieux propices au développement du terrorisme » nécessitant « des opérations militaires et la promotion de la coopération sécuritaire pour atteindre les objectifs stratégiques des Etats-Unis »¹³ face à un ennemi diffus intégré à la population. En 2015, le rapport sur le terrorisme du Département d'Etat américain mentionnait que les Etats-Unis continuaient de travailler avec les autorités locales pour détecter n'importe quelle menace de terrorisme.

Entre remise en cause et actions opérationnelles d'envergure : les difficultés du gouvernement paraguayen à l'aube de 2021

Le 2 septembre 2020, la FTC décide de mener une opération armée d'envergure à Uby Yaú, après avoir repéré un campement de l'EPP. Alors que selon leurs renseignements seulement quelques membres leaders de l'organisation devaient être présents, les forces armées paraguayennes se sont retrouvées face à deux jeunes filles mineures de 11 et 12 ans de nationalité argentine, lesquelles n'ont pas survécu à l'affrontement armé.

Si l'Argentine et l'Organisation des Nations Unies ont exigé la tenue d'une enquête sur les circonstances de l'assaut et de la mort des deux jeunes filles, une grande partie de l'opinion

¹² "Country Reports on Terrorism 2015", UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE (2016) <https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2015/>

¹³ "Estrategia del comando 2016 del Comando Sur de los Estados Unidos", COMANDO SUR (2016) https://stolpkin.net/IMG/pdf/Estrategia_del_comando_2016_del_Comando_Sur_de_los_Estados_Unidos.pdf



publique paraguayenne a soutenu l'EPP remettant en cause le gouvernement paraguayen, déjà critiqué pour sa gestion de la crise sanitaire.

De son côté, le gouvernement paraguayen a souhaité communiquer sur cette opération et souligner qu'elle avait permis de démontrer le recours à l'emploi d'enfants soldats par l'EPP, utilisés comme protections par les leaders armés lors des attaques et d'affrontements.

Démentant ces accusations, la réponse de l'EPP a été sans précédent : le 9 septembre, l'ex-vice-président, Oscar DENIS a été enlevé par plusieurs guérilleros qui ont par la suite revendiqué l'opération à travers un communiqué. En échange de sa libération, les leaders de l'EPP exigeaient de la famille la distribution de vivres alimentaires pour les populations du nord du pays, un retrait de la FTC ainsi que la libération de deux de leurs leaders toujours emprisonnés. Sans appel, le gouvernement a refusé la libération des deux membres, alors que la famille de l'ancien vice-président a réalisé toutes les demandes du groupe armé. Par ailleurs, le président paraguayen a annoncé refuser catégoriquement l'intervention de la Croix Rouge Internationale¹⁴ dans les négociations pour sa libération en soulignant que permettre à une organisation internationale neutre d'intervenir reviendrait à reconnaître officiellement l'EPP en tant que groupe armé influent, inenvisageable pour les autorités paraguayennes.

CONCLUSION

Le Paraguay et plus généralement l'Amérique latine sont aujourd'hui marqués par un terrorisme lié à des revendications sociales, souvent localisé dans des pays où les disparités socio-économiques divisent les sociétés depuis des siècles.

Aujourd'hui, le Paraguay traverse une crise sociale aggravée par la pandémie liée à la Covid-19, dont la gestion est largement critiquée par la population. Le président Mario ABDO BENITEZ tente de durcir la politique sécuritaire à l'encontre de l'EPP, bien que la population ne cesse de remettre en cause les opérations militaires et policières menées notamment par la FTC et critique la militarisation de la lutte contre la guérilla.

Le gouvernement paraguayen est pointé du doigt, accusé de qualifier l'EPP de « terrorisme » afin de criminaliser et marginaliser toutes les revendications socio-économiques des paysans du nord du pays. La violence des actions menées par l'EPP, dont les motivations et arguments

¹⁴ Cf Paraguay rechaza que la Cruz Roja medie la liberación de secuestrados por el EPP, <https://www.infobae.com/america/agencias/2021/01/15/paraguay-rechaza-que-la-cruz-roja-medie-la-liberacion-de-secuestrados-por-el-epp/>



sont identiques à ceux des paysans luttant pour leur reconnaissance au sein de l'échiquier social national, semble porter préjudice à ces derniers, lesquels sont régulièrement accusés d'être sympathisants de l'EPP et parfois même assimilés à des guérilleros.

La recrudescence de la violence ces derniers mois témoigne de l'instabilité politique du pays, tout en soulignant les difficultés de l'Etat à garantir l'intégrité et la sécurité sur son territoire national.

Aujourd'hui, l'armée et les FSI paraguayennes souffrent d'un investissement trop faible des gouvernements successifs pour la modernisation des équipements, pourtant indispensables à la réussite des opérations. Aussi, la multiplication des actions des guérilleros témoigne d'une trop faible coordination et d'un trop faible entraînement des forces de sécurité, face à un adversaire pourtant moins nombreux : majoritairement stationnés dans les zones reculées des campagnes du nord du pays, les membres de l'EPP ont une connaissance précise du milieu dans lequel ils évoluent et se confondent généralement aux populations locales, échappant de fait très régulièrement aux contrôles et barrages policiers¹⁵.

Enfin, le gouvernement paraguayen affirme vouloir renforcer la lutte contre la guérilla depuis les événements de septembre 2020, bien que l'implantation et la relative popularité du mouvement au sein de l'opinion publique semble marquer l'impuissance du gouvernement à contenir la guérilla.

¹⁵ Cf "¿Cuánto poder tiene el Ejército del Pueblo Paraguayo, la guerrilla que cometió la peor matanza de militares en los últimos años en Paraguay?", Rédaction BBC Mundo, 4 septembre 2016 <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-37226955>